



Les écrivains français et la guerre d'Espagne « Voilà le bien. Voilà le mal. Il faut prendre parti »

Tandis que les combats font rage, entre 1936 et 1939, de Madrid à Teruel et Guernica, les intellectuels, en France, se déchirent. Pierre-Frédéric Charpentier retrace cette histoire poignante qui n'en finit pas de hanter les polémiques hexagonales

JEAN BIRNBAUM

A chaque génération sa guerre d'Espagne. A chaque génération le carnage qui la fait naître à elle-même en la jetant dans une mobilisation sans frontières. Pour la génération dite « 68 », ce fut le conflit algérien : « *L'Algérie, cela a été notre guerre d'Espagne* », confiait l'anthropologue Jeanne Favret-Saada, naguère engagée aux côtés du FLN, à notre consœur Catherine Simon. De la même manière, les combats qui ont récemment ensanglanté la Syrie pourraient bien

tenir lieu de « front espagnol » à une cohorte politique. A chaque génération, donc, l'événement universel qui produit un effet de cisaille sur les consciences du temps, parce qu'il engage tout ce à quoi on tient et annonce l'abjection qui vient. « *Certains crimes ne sont dans la vie des hommes rien de plus qu'une simple conjoncture tragique dont le caractère irréparable masque à peine l'insignifiance*, notait Georges Bernanos en 1937. *Mais il est des crimes essentiels, marqués du signe de la fatalité. La guerre d'Espagne est de ceux-là.* »

Toute nuance vaut faiblesse

Avec *Les Intellectuels français et la guerre d'Espagne*, Pierre-Frédéric Charpentier propose une riche synthèse sur cette secousse matricielle, dont on n'a pas fini de mesurer les répliques jusqu'à aujourd'hui. Livre aussi épais que palpitant, plongée haletante dans la « *guerre par procuration* » qui transforma le champ intellectuel et artistique français en véritable champ de bataille, de 1936 à 1939 et bien au-delà : « *Voici neuf ans que les gens de ma génération ont l'Espagne sur le cœur* », témoigne Albert Camus à la Libération.

De fait, le 17 juillet 1936, jour du soulèvement militaire contre la jeune République espagnole, marque le début d'une mêlée d'autant plus féroce qu'elle a été préparée, en France, par trois moments déjà brutaux : les émeutes du 6 février 1934, les empoignades autour de l'intervention mussolinienne en Ethiopie (1935) et le triomphe du Front populaire. Dans ce contexte, toute nuance vaut faiblesse. « *Voilà le bien. Voilà le mal. Il faut prendre parti* », tranche Charles Maurras, chef de file de l'Action française, bientôt rebaptisée « l'Action franquiste » par ses

ennemis.

Comme le souligne Pierre-Frédéric Charpentier, la gauche est la première à se mobiliser. « *Il n'y a plus de Pyrénées* », lance l'écrivain André Wurmser, sympathisant du Parti communiste, dans l'hebdomadaire *Vendredi*. Une formule qui résume bien l'esprit des Français prorépublicains, convaincus que le destin du Front populaire est lié à celui du Frente Popular, et qui réclament « *des avions et des canons pour l'Espagne* ». Pourtant, cette revendication sera dynamitée par la droite profranquiste, qui part en campagne avec une efficacité telle que Léon Blum devra renoncer à ses velléités interventionnistes.

Manifestes contre manifestes, meetings contre meetings, propagande contre propagande (*lire page 2*), la ligne de front se stabilise bientôt autour de quelques espaces stratégiques. Celui du vocabulaire, par exemple. Tandis que la gauche nomme « rebelles » les hommes de Franco, la droite préfère parler des « nationaux », les présentant comme le dernier rempart de l'Occident chrétien contre des « anarchistes » apatrides qui détruiraient l'Espagne sur ordre de Moscou. Là se trouve du reste une autre bataille décisive : celle du patrimoine religieux, dévasté par de nombreux incendies pendant la guerre civile. « *Les siècles d'art croulent sous les bombes. Avec son peuple, Velasquez meurt* », accuse Romain Rolland à l'heure où Madrid brûle. Mais, de leur côté, les soutiens de Franco



Picasso, Simone Weil, Malraux, Maurras, Bernanos. ALE+AIE



... à la « une »

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

pointent la fureur iconoclaste de « *l'Anarchiste, perdu dans son rêve stérile d'anéantissement, marchant, comme un somnambule, au bord du néant, abîme où il veut précipiter la civilisation entière* », selon les termes d'Yves Dautun, journaliste au *Petit Parisien*.

Où l'on repère un enjeu crucial : pour les deux camps, ce qui se joue en Espagne, ce n'est pas une guerre régionale, mais bel et bien l'avenir de l'entière humanité. Les uns et les autres sont certains qu'une course de vitesse est engagée : entre la civilisation chrétienne et l'anarchie soviétique, pour la droite ; entre le socialisme et la barbarie, pour la gauche. Nous combattons le mal, c'est la lutte finale : cette certitude partagée explique la violence des mises en cause personnelles, et la bassesse, souvent, des attaques ad hominem.

Pourtant, l'intérêt de la période réside aussi dans les clivages internes à chaque camp. Pierre-Frédéric Charpentier décrit ainsi les débats qui déchirent bientôt la droite « *francolâtre* ». Peut-on vraiment se réclamer du Christ quand on bénit les massacres commis par les troupes du Caudillo ? A cette question, plusieurs écrivains catholiques, notamment Emmanuel Mounier, Jacques Maritain, Georges Bernanos et François Mauriac, répondent non. Pour cela, ils seront la cible de maintes calomnies : « *Ces prétendus catholiques manquent de charité chrétienne. Au cours de la guerre d'Espagne, ils nous ont révélé leurs visages hideux (...). Ah ! les vilaines gens !* », vitupère le journal *Gringoire*. Symétriquement, comment prétendre voler au secours des martyrs de Guernica quand on cautionne l'enfer

des « procès de Moscou » ? A gauche, la contradiction finit par éclater, et elle ne sera pas pour rien dans la défaite des clercs prorépublicains.

Silences complices

Toutefois la symétrie s'arrête là. Car une des leçons de cette étude poignante, c'est que la gauche, même écartelée entre révolutionnaires « interventionnistes » et « pacifistes » intransigeants, ou entre « trotskistes » et « staliniens », a par ailleurs maintenu une unité peu glorieuse : dans l'ensemble, elle s'est bien gardée de dénoncer les massacres commis par les forces républicaines. Certes, la philosophe Simone Weil, qui fut, avec André Malraux ou Benjamin Péret, l'une des figures intellectuelles ayant rejoint le front, évoqua en privé ces camarades racontant « *avec un bon sourire fraternel combien ils avaient tué de prêtres ou de "fascistes"* ».

Mais son cas est isolé, et on chercherait en vain les Maritain, les Bernanos ou les Mauriac du camp « républicain », qui auraient brisé les silences complices de leurs propres amis. Ces non-dits n'empêchèrent pas la gauche intellectuelle et artistique, vaincue politiquement en 1939, de remporter plus tard la bataille des manuels scolaires : aucun auteur de la galaxie profranquiste n'a atteint la notoriété d'un Malraux avec *L'Espoir* ou d'un Picasso avec *Guernica*. Il reste que cette bonne conscience en fer forgé pèsera lourd sur la mémoire des gauches, et donc sur leur capacité à nommer le réel de l'histoire. ■

Jean Birnbaum

LES INTELLECTUELS FRANÇAIS
 ET LA GUERRE D'ESPAGNE.
 UNE GUERRE CIVILE PAR
 PROCURATION (1936-1939),
 de Pierre-Frédéric Charpentier,
 Le Félin, « Histoire et sociétés »,
 704 p., 29 €.